

Réponses aux questions de l'appel d'offres

N°	Questions	Réponses
1.	Nous interprétons que les références doivent être des dix dernières années, s'il vous plaît pouvez-vous confirmer? Merci.	<p>Les références de moins de 5 ans sont évaluées selon les autres critères (voir question 24), dans tous les cas.</p> <p>Les références au-delà de 5 ans et jusqu'à 10 ans maximum seront évaluée uniquement si au moins une personne de l'organigramme de l'offre a participé à cette référence.</p>
2.	<p>Le cahier des charges mentionne dans les interventions de spécialistes faisant l'objet de mandats séparés : "prestations de calculs des indemnités agricoles avec suivi des emprises". Que signifie « suivi des emprises » ? Habituellement le pédologue en charge du suivi de chantier doit suivre l'ensembles des emprises sur les sols (zone d'installation, stock de matériaux terreux...) jusqu'à la réception finale des surfaces. Pouvez vous confirmer?</p>	<p>La mention « suivi des emprises » est liée au fait que les emprises provisoires peuvent encore évoluer lors de l'optimisation du projet. Les propriétaires devront donc être informés de ces éventuelles modifications et les indemnités recalculées par l'agronome.</p> <p>C'est bien le pédologue qui sera en charge de la partie gestion des sols sur le chantier jusqu'à la réception finale des surfaces.</p>
3.	Les échanges de parcelles tels que prévus dans les pièces D12'970.001b sont-ils acceptés par les propriétaires ou est-ce que des négociations auront encore lieu pendant le projet ?	Les négociations sont toujours en cours.
4.	<p>Il est prévu de valoriser les matériaux terreux excédentaires générés par l'élargissement du Nozon et la création de nouveaux chemins sur des parcelles agricoles situées à proximité.</p> <p>La caractérisation des sols des surfaces réceptrices, les demandes d'autorisation d'épandage, le suivi des travaux et la réception des surfaces font ils partie de l'offre ?</p>	Oui toutes ces prestations font parties de l'offre et devront être gérées par un pédologue en collaboration avec M. Füllemann de la DGE (pédologue cantonal).
5.	Le projet nécessite de déconstruire des chemins existants. Est-ce que la reconstitution de sols agricoles au niveau des anciens chemins fait partie du présent appel d'offre (formulation des prescriptions pour la reconstitution, suivi des travaux et réception des surfaces) ?	Oui la déconstruction des chemins existants inclus la remise en état des terrains qui seront rendus aux agriculteurs.

Entreprise de Correction Fluviale (ECF) du Nozon

6.	<p>Organisation du mandataire : Dans l'organigramme 3.1.1, il est mentionné comme personne clé: "Chef de projet et DGT". Cependant dans le texte § 3.2.1, il est mentionné comme personne clé "Chef de projet" sans mentionner son rôle de DGT. De plus, il est mentionné une personne clé DLT et non DGT. Ce point n'est donc pas clair: n'est-ce pas le BAMO qui fait la DGT avec le MO?</p> <p>Ou faut-il prévoir en effet une prestation et une personne clé DGT?</p>	<p>C'est effectivement l'ECF et le BAMO qui assurera la DGT. Par contre, le chef de projet devra continuer à suivre le projet jusqu'à son achèvement (phase étude et phase chantier) et assurer la DLT.</p>
7.	<p>Est-ce qu'une procédure AFI est entreprise en parallèle au projet d'aménagement du cours d'eau?</p>	<p>Non, aucune procédure AFI n'a été mis en place. Des terrains mis à disposition par la commune d'Orbe servent à compenser l'emprise du nouveau DP eau sur l'agriculture, dans un système d'échange parcellaire intégral, à l'amiable.</p>
8.	<p>Critère 5, référence : le montant de 2'000'000 CHF pour les ref cours d'eau couvre-t-il le cumul des deux références ou doit-on attendre 2'000'000 CHF par référence?</p>	<p>Le montant minimal de 2'000'000 CHF s'applique à chaque référence, il n'y a pas de cumul.</p>
9.	<p>Personne clé environnement : peut-il être proposé deux personnes clés, l'une pour la renaturation, l'autre pour les sols et matériaux?</p>	<p>Oui tout à fait. Dans ce cas, l'annexe A devra être remplie pour chaque personne.</p>
10.	<p>Est-ce que le dimensionnement de la nouvelle STAP fait parti du mandat et doit-il être réalisé par un mandataire extérieur ?</p>	<p>Oui le dimensionnement fait partie du mandat. Une coordination est à prévoir avec les propriétaires actuelles de la STAP (exploitants des parcelles drainées) pour connaître leurs besoins (débits de dimensionnement). La sous-traitance n'est pas autorisée pour ce mandat, un des membres du groupement doit donc avoir les compétences nécessaires pour ce type d'étude.</p>
11.	<p>Les sondages géotechniques et pédologiques doivent-ils être réalisés par le mandataire ou le mandataire doit juste assurer le cahier des charges et la coordination avec des prestataires extérieurs ?</p>	<p><u>Sondages géotechniques</u> : le mandataire doit préparer le cahier des charges, organiser un appel d'offres (gré à gré, invitation, ... suivant les montants en jeu), suivre l'entreprise et récolter les résultats des sondages. Le coût des sondages n'est pas à inclure dans l'offre.</p> <p><u>Sondages pédologiques</u> : cette prestation est incluse dans le mandat, c'est le pédologue du mandataire qui réalisera les sondages pour déterminer les épaisseurs de terres végétales à décaper. Le coût des sondages est à inclure dans l'offre.</p>

Entreprise de Correction Fluviale (ECF) du Nozon

12.	<p>A la page 19, 1er paragraphe, il est fait mention d'une responsabilité pour un suivi après réalisation. A la page 26 il est par contre indiqué que le suivi des plantations durant les trois années de démarrage n'est pas inclus dans le présent appel d'offre. Qu'est-il donc entendu pour le suivi après réalisation et sur quelle durée ce suivi doit-il être prévu ? Ou faut-il uniquement prévoir d'établir une note technique sur les mesures à prendre pour le suivi environnemental après réalisation (phase 6 du tableau de la page 30) ?</p>	<p>Le suivi des plantations ainsi que les autres prestations de suivi environnemental après réalisation ne sont pas inclus dans les prestations.</p> <p>Par contre, le mandataire devra établir une notice d'entretien pour les nouveaux aménagements.</p>
13.	<p>Des prescriptions d'entretien des milieux seront à définir en concertation avec le voyer des eaux et les exploitants pressentis pour l'entretien des surfaces situées au sein de l'ERE. Doit-on prévoir des négociations avec les agriculteurs ou cela sera-t-il de la responsabilité de l'ingénieur agronome qui définira également des conditions minimales à respecter (% de surfaces, topographie, accès, ...) ?</p>	<p>Les négociations avec les agriculteurs ne sont pas à prévoir, elles seront menées par l'ECF et le voyer des eaux du secteur 4.</p> <p>Par contre, le pourcentage de surface dédiée aux SPB est déjà défini dans le dossier d'enquête. Les conditions à respecter pour ce type de surface sont fixées par la législation et devront être respectées lors de l'optimisation du projet. L'ingénieur agronome pourra apporter ponctuellement ses connaissances spécifiques sur ce sujet.</p>
14.	<p>Précision du Cahier de charges SER : quels sont les points qui doivent être vérifiés par le SER et à quelle fréquence ?</p>	<p>Les spécialistes du mandataire (DLT, environnement, pédologie) ont la mission de veiller au respect des conditions légales environnementales en vigueur lors du déroulement du chantier. Une approche pragmatique par des contrôles sporadiques est à prévoir. Les prestations sont à inclure dans les postes de chaque spécialiste et non dans un poste SER spécifique.</p>
15.	<p>Prestations agronomiques : doivent-elles être devisées ou c'est le bureau Mandataire qui est en charge du suivi des indemnités de pertes de cultures pendant les phases de travaux, des contrats de remise en culture et du suivi de remise en culture après les travaux ?</p>	<p>Toutes les prestations agronomiques seront assurées par l'ingénieur agronome mandaté en direct par le MO. En revanche, la partie pédologie, gestion des sols doit être inclus dans l'offre.</p>
16.	<p>Négociation foncière AF, ces travaux et aménagements sont-ils compris dans les prestations du mandat ? Doit-on fournir un suivi des aménagements AF ?</p>	<p>Le géomètre et l'ingénieur agronome sont en charge de ces négociations. Les travaux de démolition et de reconstruction des chemins agricoles font partis de la présente offre (projet, appel d'offres, suivi du chantier).</p>
17.	<p>Pourrait-on préciser si les coûts d'analyses sont vraiment exclus des honoraires du mandataire environnement ?</p>	<p>Les coûts des analyses réalisées par des laboratoires spécialisées ne sont pas à inclure dans l'offre.</p>
18.	<p>Est-il possible de transmettre le rapport d'Impact Concept ?</p>	<p>Oui le rapport sera publié sur SIMAP.</p>

Entreprise de Correction Fluviale (ECF) du Nozon

19.	Est-ce que des études structurelles préliminaires ont été faites pour les ouvrages ?	A ce jour, aucune étude n'a été menée sur les ouvrages et leur état structurel. Le pont 1 est visuellement en mauvais état alors que le pont 3 est relativement récent et son tablier pourrait potentiellement être conservé et rehaussé.
20.	Est-ce que des plans sont disponibles pour les ouvrages existants (fondations notamment) ?	Une demande a été faite auprès de la Commune pour obtenir les plans. Si ces documents existent, ils seront publiés sur SIMAP dès réception.
21.	Quelles sont les tâches des mandataires externes pendant les phases étude et travaux : ingénieur agronome, hydrogéologue, et quelles sont les interactions et superpositions à attendre ?	<p><u>Ingénieur agronome</u> : prestations de calculs des indemnités agricoles, suivi de l'évolution éventuelle des emprises, appuis au MO pour négociation avec les agriculteurs, contrats de remise en culture et suivi de remise en culture après les travaux. L'ingénieur agronome devra être tenu informé des évolutions du projet et des modifications d'emprises s'il y en a.</p> <p><u>Hydrogéologue</u> : surveillance hydrogéologique pendant les travaux, suivi piézométrique avant, pendant et après travaux, vérification de l'application des mesures de prévention sur le chantier, informations sur la vulnérabilité du site auprès de(s) entreprises(s) mandatée(s) pour les travaux, si nécessaire détermination des objectifs d'étanchéité du fond du cours d'eau. Toutes les demandes de l'hydrogéologue devront être prises en compte par le mandataire dans le projet. Les aspects constructifs y relatifs restent de la responsabilité des mandataires (géotechnicien).</p> <p>Le BAMO sera en charge de la coordination de ces mandataires externes.</p>
22.	Pour les aspects de coordination externe, quels sont les aspects à charge du BAMO et à charge du mandataire ? Quelles sont les différences par phase ? Les points suivants prêtent à confusion : a. 3.3.3 : la coordination avec les autres mandataires du MO est assurée par le BAMO b. 3.3.3 : en phase de chantier, « la coordination des intervenants » et la « coordination extérieure avec les différents intervenants en phase chantier » est assurée par le mandataire c. 3.3.4 : coordination extérieure avec OFROU, gestionnaires réseaux, services Etat et communaux, propriétaires et exploitants fonciers, police, pompiers phase étude et travaux + réalisation séances particulières de coordination pendant le chantier d. 3.3.4 (DT) : Il réalisera également la coordination entre les différentes entreprises et prestataires ainsi qu'avec les protagonistes extérieurs (propriétaires, exploitants, services communaux, police, pompiers, ...) Faut-il comprendre que le BAMO est responsable de la coordination avec les autres mandataires du MO en phase	<p>Le BAMO sera en charge de la coordination des mandataires externes : géomètre, ingénieur agronome, hydrogéologue pendant toute la durée du projet jusqu'à son achèvement (phase étude et phase chantier).</p> <p>Le mandataire s'occupera de la coordination avec les tiers (services communaux, OFROU, gestionnaire de réseaux, ...) également pendant toute la durée du projet jusqu'à l'achèvement (phase étude et phase chantier). Le BAMO sera en appui pour cette coordination avec les tiers.</p>

Entreprise de Correction Fluviale (ECF) du Nozon

	d'études et que le mandataire est responsable pour les coordinations autres qu'avec les mandataires du MO pour l'entier du chantier, ainsi que de la coordination avec les autres mandataires du MO pendant le chantier ?	
23.	Quels sont les rôles du MO et du mandataire dans la direction générale des travaux ? Les points suivants prêtent à confusion : a. 3.3.3 : direction générale de la réalisation avec le MO. b. 3.1.1 : la tâche de DGT est indiquée dans l'organigramme chez le mandataire.	Cf. réponse question 6.
24.	Comment sont notées les références : 1 point ou 2 point par référence ? a. 3.1.7 : 1 point par référence (0.5 pour l'adéquation + 0.5 pour personne clé) ? b. 3.1.7 : 2 points par référence (0.5 pour l'adéquation + 0.5 pour respect date + 0.5 pour montant minimal + 0.5 pour personne clé) ?	Le système de notation doit effectivement être précisé, ce sera 1 point par référence : <ul style="list-style-type: none"> • 0.25 pour respect des exigences des références (montant). • 0.25 pour respect des exigences des références (domaine). • 0.5 au moins une personne de l'organigramme proposé à participé à cette référence. Une référence hors date (voir question 1) obtient une note 0.
25.	Critère 2.3 : répartition des heures par personne et par phase/tâche. Le tableau de l'annexe D (demandé pour ce critère sous chap. 3.1.5) sera-t-il le seul élément (et sous cette forme explicitement) qui sera jugé concernant ce critère ?	Oui c'est le tableau de l'annexe D qui sera évalué pour ce critère.
26.	Les travaux liés aux nouveaux chemins agricoles (et démolition et remise en état des terrains sur les anciens) doivent-ils aussi être achevés dans les mêmes délais (mai 2021) ?	Oui tous les travaux devront être terminés en mai 2021.